

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/LU/ECOF/3
26 juillet 1965

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion sous-régionale sur la coopération
économique en Afrique de l'est
Lusaka, 6-9 octobre 1965

RAPPORT D'ACTIVITE SUR LES PROBLEMES DE BALANCE DES PAIEMENTS DES PAYS AFRICAINS

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Avant-propos		1 - 2
I. Introduction	1 - 14	3 - 7
II. Tendances récentes des opérations extérieures courantes des pays africains - compte courant	15 - 20	8 - 11
Echanges visibles	16 - 17	8 - 9
Echanges invisibles	18 - 19	9 - 10
Compte courant	20	10 - 11
III. Financement du déficit - Compte capital	21 - 22	12 - 13
IV. Conclusion	23	14

AVANT-PROPOS

A sa sixième session, la Commission économique pour l'Afrique a adopté la résolution 95(VI) qui invitait le Secrétariat à "établir, sur la base des renseignements (fournis par les Etats membres), un tableau complet et précis de leurs institutions monétaires, des difficultés éprouvées dans l'exécution de leurs règlements, entre eux et avec les pays tiers, et des moyens d'y remédier".

Le Secrétariat a pu effectuer une étude sur les institutions monétaires en Afrique qui constitue le document E/CN.14/STC/AMA/2; cette étude a été présentée aux autorités monétaires africaines, à l'occasion de leur première session, qui a eu lieu à Tokyo en septembre 1964. En revanche, la plupart des pays n'ont fourni que des renseignements très incomplets sur leurs difficultés de paiements; le Secrétariat s'est donc trouvé contraint de reporter la rédaction d'une partie de l'étude à une date ultérieure, en attendant que des indications plus complètes lui parviennent.

Depuis la réunion de Tokyo, les travaux relatifs aux difficultés de paiements des pays africains se sont poursuivis. Récemment, le Secrétariat a achevé la révision du document E/CN.14/STC/24 sur "les accords bilatéraux de commerce et de paiements conclus en Afrique", ce document renferme de nombreux renseignements sur les problèmes de paiements auxquels se heurtent les pays africains et expose certaines mesures qui ont été prises afin d'y remédier.

Actuellement, une étude est en cours sur les problèmes que leur balance des paiements pose aux pays africains; elle se fonde sur l'analyse des tendances qui caractérisent les difficultés de balance des paiements, sur l'étude des opérations de contrôle des changes et sur les variations du degré de non-convertibilité des devises étrangères. On peut espérer que la présente étude facilitera la conception de mesures de politique générales permettant de stabiliser l'équilibre à long-terme de la balance des paiements sans menacer l'expansion des économies africaines.

Le présent document est conçu comme un rapport sur les activités du Secrétariat entreprises en application de la résolution 95(VI) et d'autres résolutions et recommandations portant sur le même domaine. Dans ce rapport, on s'efforce d'exposer les problèmes dans leur juste perspective, on peut espérer qu'il incitera les pays membres à transmettre au Secrétariat des renseignements sur leurs difficultés de paiements, comme le Secrétaire Exécutif les y a invités dans son questionnaire de novembre 1963.

I. INTRODUCTION

1. On soutient parfois que les pays africains ne peuvent pas avoir de problèmes de balance des paiements, qu'ils peuvent tout au plus avoir des soldes déficitaires et que ces déficits sont inoffensifs, car ils sont couverts d'avance par des prêts et subventions de l'étranger.^{1/} Si la distinction entre, d'une part, problèmes de balance des paiements et d'autre part, déficits inoffensifs de la balance des paiements a un sens, il faut préciser tout d'abord que la plupart des pays africains ont des problèmes de paiements, plus connus techniquement sous le nom de déséquilibres de structure. Il est vrai qu'à l'origine du déséquilibre il y a un déficit. Toutefois, dans bien des cas en Afrique, ce déficit n'est pas inoffensif, si l'on entend par là qu'il n'intervient aucune conséquence pouvant être considérée comme défavorable au maintien de la valeur de la monnaie, au bon fonctionnement du système monétaire et surtout à la régularité du processus de développement économique.

2. Dans la plupart des pays africains, les déficits de la balance des paiements correspondent à un déséquilibre de structure, car il s'agit de déficits persistants ou chroniques. L'insuffisance des recettes courantes du secteur extérieur est un phénomène qui n'est ni temporaire ni sporadique. Comme les tendances récentes l'indiquent nettement, il est manifeste que l'impossibilité des pays à honorer leurs paiements extérieurs courants présente, toutes choses d'ailleurs, un caractère permanent. En outre, l'écart entre recettes et paiements s'accroît. Il y a quelques rares exceptions, mais il convient de souligner que sur la base d'un ordre de grandeur possible l'écart s'accroît en général, car la plus grande partie des déficits de la balance des paiements dont souffrent les pays africains sont réprimés dans une certaine mesure, généralement sensible. L'existence d'une répression est évidente dans l'application d'une réglementation touchant les devises étrangères et des importations, réglementation qui est non seulement très répandue mais dont la rigueur s'accroît.

^{1/} Erin E. Jucker-Fleetwood, Money and Finance in Africa, George Allen and Unwin Ltd, (Londres) 1964, ch.XIV.

3. Les moyens de remédier à cette faiblesse chronique et croissante font parfois défaut, et c'est là un problème plus grave. Contrairement à l'opinion de certains^{1/}, les pays ont du mal à obtenir des prêts et subventions de l'étranger. De même, les ressources étrangères mises à la disposition de l'Afrique ne suffisent pas toujours à compenser les déficits de paiements. En outre, le coût de ces capitaux étrangers impose un fardeau supplémentaire aux recettes courantes qui sont déjà très sollicitées. Et la charge supplémentaire que représentent le service de la dette et le transfert direct des bénéfices fournis par les investissements, ne fait que s'accroître à un rythme accéléré. Ces divers éléments entraînent une diminution des réserves en devises étrangères, qui dans certains cas prend des proportions alarmantes.

4. Quand les réserves extérieures s'amenuisent, les moyens dont les pays disposent pour faire face à la situation, tout en sachant à peu près quelles en seront les conséquences, sont peu nombreux. S'ils ne prennent aucune mesure, non seulement la diminution des réserves se traduira à brève échéance par une dépréciation de la valeur réelle (tant extérieure qu'intérieure), de la monnaie, mais il pourra leur arriver en fin de compte de ne plus être en mesure de financer leurs importations de biens et services dans la proportion voulue. Il peut également arriver qu'un pays n'honore plus ses engagements contractuels, tels que les paiements relevant du service de la dette.

5. Si un pays a recours à une dévaluation monétaire, il est possible que le volume de ses exportations augmente en conséquence, celui des importations diminuant en revanche. Cependant, étant donné d'une part, la nature de la demande qui s'adresse à certains produits d'exportation typiquement africains et les conditions de l'offre relative à ces produits,

^{1/} Ibid, p 292

et d'autre part, la nature de la demande africaine d'importations, pour chaque produit particulier, étant donné l'élasticité de ces demandes et de ces offres, il est hautement probable que la dévaluation aura pour effet de réduire les recettes totales provenant de l'exportation et d'augmenter les dépenses totales consacrées aux importations. La hausse du prix unitaire des importations ne représente pas seulement une charge supplémentaire pour la balance des paiements mais **risque** également^{1/} d'aggraver indirectement le problème si les pressions inflationnistes auxquelles il pourrait donner lieu ne sont pas efficacement jugulées par des mesures monétaires et fiscales appropriées. Même si des mesures déflationnistes sont appliquées, elles risquent de se traduire par une paralysie de l'activité économique qui entraverait le développement.

6. Une autre solution assez souvent adoptée consiste à réduire le coût total des importations de biens et services par des restrictions quantitatives directes, telles que contingentements et **licences**, souvent assortis de droits de douane supplémentaires et d'un contrôle des devises étrangères. Même si ces mesures permettent, en général, d'atteindre leur premier objectif, c'est-à-dire la régression des importations, il n'est pas toujours possible d'éviter le piège que ces mesures comportent: les pays **risquent** en effet de ne pouvoir à la fois assurer que les importations de biens d'équipement et l'importation des autres biens de production intermédiaires nécessaires à la mise en oeuvre de leurs programmes de développement se maintiennent à un niveau élevé et continuent de croître. Pour que les résultats soient concluants, les mesures de restrictions directes frappant les importations doivent, en pratique, viser au delà de la catégorie des biens de consommation.

7. En premier lieu, même si les importations de biens de consommation, malgré le recul sensible qu'elles accusent par rapport aux importations totales au cours des années récentes, représentent encore le poste principal des importations dans de nombreux pays africains, elles ne peuvent être diminuées sans discernement, car il faut tolérer un minimum d'importations de biens de consommation.

^{1/} Même si le coût total des importations avait été réduit et si la valeur totale des exportations avait augmenté.

8. En second lieu, même s'il est possible de réduire sensiblement les importations de biens de consommation, la mesure prise à ce effet influera probablement sur la possibilité d'importer des biens d'équipement et des biens de production intermédiaires, ce qui pourrait compromettre les plans d'investissement. Cette situation peut se produire soit pour une cause directe, à savoir la pénurie de produits importés comme biens de consommation utilisés également dans l'industrie, soit pour une cause indirecte, à savoir les effets d'un fléchissement de la demande effective sur les décisions relatives aux investissements.

9. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que, si les importations de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires ne représentent pas toujours la plus forte proportion des importations totales, néanmoins, c'est à ces postes qu'est imputable, à quelques exceptions près, la plus grande partie de l'expansion récente des importations. Il est donc à prévoir que les mesures de restriction frappant les importations leur seront appliquées également, ce que confirme d'ailleurs l'expérience récente des pays africains.

10. Le défaut essentiel des mesures exposées dans les paragraphes précédents, qui visent à éviter ou à réduire l'appauvrissement des réserves de devises réside dans le fait qu'elles ne seront qu'une pétition de principe, et qu'elles auront même manqué leur but si elles entraînent une baisse des importations de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires, et par là même un fléchissement des activités d'investissement et de la production industrielle. Le rythme de l'expansion économique aura été ralenti. En outre, plusieurs autres complications risquent de survenir en même temps, dans le mécanisme des prix, le système monétaire, les programmes fiscaux et l'affectation des ressources, des ressources humaines notamment. Le déficit initial aura donc été à l'origine d'une situation qu'on ne saurait qualifier d'apodine.

11. Il convient de rappeler que, dans la plupart des pays africains, si ce n'est tous, les déficits de la balance des paiements proviennent du fait qu'on a prétendu accélérer le rythme du progrès économique par la mise en œuvre de plans de développement complets, ce qui a provoqué

une formidable expansion des importations de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires, bien supérieure aux possibilités de financement découlant des recettes d'exportation. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue non plus que si les pays avaient toujours pu recourir aux autres moyens permettant de faire face à la hausse des dépenses d'importation, à savoir les capitaux étrangers, ils auraient été en mesure d'éviter ces conséquences néfastes ou certainement de les atténuer sensiblement. Comme on le montrera dans la suite du texte, les pays africains n'ont pas été capables de se procurer ces capitaux étrangers aussi facilement et avec l'ampleur qu'ils l'avaient espéré.

12. Il ne fait aucun doute que les tendances de l'évolution actuelle de la balance des paiements de nombreux pays africains doivent être considérées comme des "problèmes" et dans plusieurs cas, comme des problèmes vraiment graves.

13. En résumé, dans la plupart des cas, les problèmes de balance des paiements en Afrique sont le symptôme d'une expansion économique qui devance l'augmentation des ressources intérieures courantes; en d'autres termes, ils résultent d'un écart qui s'accroît entre l'épargne et l'investissement. Les pays africains ne pourront traiter ces problèmes que s'ils s'assurent un apport suffisant de capitaux étrangers - prêts et subventions -, sans que le rythme du développement fléchisse. Autrement, les importations devront être restreintes jusqu'aux limites qu'autorisent les possibilités intérieures courantes et en conséquence le taux de croissance de la production totale diminuera.

14. On trouvera dans les pages suivantes une étude générale et une analyse sommaire des tendances récentes qui caractérisent les principaux postes de la balance des paiements des pays africains.

II. TENDANCES RECENTES DES OPERATIONS EXTERIEURES COURANTES DES PAYS AFRICAINS

COMPTES COURANTS

15. Les économies africaines se caractérisent par le fait qu'elles sont étroitement tributaires du monde extérieur. La proportion relativement importante des exportations et des importations dans le produit national brut confirme cette situation qui entraîne de multiples conséquences l'une des plus importantes étant l'effet des mouvements de leurs transactions extérieures (courantes et en capital) sur le taux de croissance économique.

Echanges visibles

16. La valeur des importations de l'Afrique^{1/} a toujours dépassé celle des exportations. Au cours de la décennie écoulée, les importations ont accusé une hausse de 64 pour cent, alors que celle des exportations dépassait à peine 58 pour 100. Le déficit s'est accru, passant de 230 millions de dollars en 1953 à plus de 581 millions de dollars en 1963. Comme il ressort du tableau I, le phénomène est commun à la majorité des pays. Le tableau 2 fait ressortir l'une des raisons qui expliquent cet écart qui ne cesse de croître, à savoir que si les exportations ont augmenté en volume, leur valeur n'a pas augmenté dans les mêmes proportions, en raison de la tendance à la baisse qui caractérise les prix des produits d'exportation africains. En revanche, le même tableau révèle que dans le cas des importations, la quantité et les prix ont augmenté, et par conséquent la valeur. La plupart des pays africains pâtissent par une détérioration des termes de l'échange. Les recettes d'exportation ont, en outre, accusé de fortes fluctuations. L'origine des deux problèmes tient au fait que presque tous les pays africains sont tributaires d'un seul produit primaire ou d'un groupe de ces produits. La demande mondiale relative à ces biens ne s'est pas accrue, et dans certains cas, elle a même marqué une régression, les pays industrialisés ayant créé des produits synthétiques de remplacement. Les recettes d'exportation ont varié parallèlement aux fluctuations de la demande mondiale produites par les fluctuations de l'activité économique dans les pays industrialisés, et en outre à l'offre qui dépend des conditions naturelles. L'inflation,

^{1/} Dans le présent document, l'Afrique représente le continent africain et les îles associés, moins l'Afrique du sud.

c'est-à-dire les augmentations forcées des prix de revient, a compromis la vente de certains produits d'exportation africains, en particulier des produits manufacturés et semi-finis^{1/},

17. L'augmentation du niveau de la consommation a influé également sur les importations; toutefois, un élément sous-jacent à la tendance des importations est l'accroissement accéléré des importations de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires (énergie, matières premières et produits semi-finis) qu'exigent les programmes de développement généraux. Les importations de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires sont entrées pour une proportion toujours croissante dans les importations totales; cette proportion est passée de 30 pour 100 environ peu après 1950, à plus de 50 pour 100 au cours des années récentes.

Echanges invisibles

18. A quelques rares exceptions près (RAU, Lybie et Tunisie), les pays africains ont tous enregistré des déficits sensibles et souvent croissants dans leurs opérations invisibles (Tableau 3). Les déficits concernent presque toutes les catégories de services (qui constituent les principaux postes du compte des invisibles) à savoir, fret et assurances sur les marchandises, rémunération des investissements et voyages à l'étranger. Comme on l'a déjà fait observer^{2/}, le problème du déficit des opérations invisibles doit être considéré dans la perspective de la balance des paiements en général; en effet, dans la mesure où il s'agit de pays africains en voie de développement, ce déficit, qui est la conséquence d'une faiblesse de structure et de la croissance limitée de leurs économies provient du fait que ces pays sont traditionnellement tributaires des institutions financières internationales et des organismes des pays industrialisés qui fournissent des services. Bien qu'il ne soit guère possible d'évaluer quantitativement la part de chacun des deux éléments suivants, c'est l'augmentation en volume réel des services et le mouvement ascendant

1/ Voir une analyse plus détaillée du processus d'inflation et de son influence sur la balance des paiements dans le document E/CN.14/LU/2/1, "Les mouvements inflationnistes et déflationnistes dans les économies africaines"

2/ Etude prospective de la CEA sur les échanges invisibles en Afrique

des prix qui sont responsables de l'accroissement des paiements relevant des invisibles, et par là même du déficit. En effet, l'augmentation des dépenses relatives au fret est imputable en partie à l'augmentation du volume des expéditions (tonnage), mais elle résulte aussi en partie de l'accroissement des taux de fret, que les pays en voie de développement subissent en particulier, car des tarifs discriminatoires élevés leur sont imposés pour compenser les frais élevés qu'impliqueraient les retards dus aux installations portuaires insuffisantes de ces pays. Alors que les paiements correspondant au fret maritime et à l'assurance des marchandises varient avec le volume des importations, les paiements faits au titre des revenus de l'investissement et des voyages à l'étranger sont directement proportionnels au montant de l'investissement et au revenu monétaire respectivement.

19. Il convient de souligner que la plupart des mesures que les pays africains pourraient prendre pour améliorer le poste des invisibles de leur balance des paiements, en particulier dans le domaine de l'expédition des marchandises, de l'assurance, et du tourisme, les obligeront à effectuer des mises de fonds supplémentaires et probablement à engager du personnel étranger, notamment des experts. Cette situation est appelée, à brève échéance, très certainement à aggraver encore le déséquilibre de la balance des paiements. Pour répartir les frais et les bénéfices auxquels donnent lieu ces industries et ces installations, une solution consisterait à les organiser sur une base multinationale.

Compte courant

20. Les conséquences de la situation de la balance des invisibles sont présentées dans le tableau 4 où figure la balance combinée des biens et des services. Tous les pays, notamment ceux dont le solde des invisibles est créditeur, enregistrent des déficits permanents qui ne sont pas négligeables et dans plusieurs cas sont en augmentation. Toutefois, le poste des biens et services n'est pas le seul qui constitue le compte courant de la balance des paiements. Un autre poste est celui des transferts, à savoir les recettes et les paiements sans contrepartie. Comme il ressort du tableau 4, ces transferts se traduisent dans un

petit nombre de cas par un solde créditeur au compte courant. En général, cependant, ils ne font que réduire l'ampleur des déficits afférents aux biens et services, et dans certains cas, les paiements de transfert ont encore aggravé le problème. Les transferts peuvent être soit privés, soit officiels. Les envois de fonds des ressortissants étrangers sont un élément important des transferts privés sortant d'un pays. On a constaté que les ressortissants étrangers rapatrient des fractions importantes de leurs revenus, qui s'élèvent parfois à plus de 40 pour 100 et, en général, pas à moins de 10 pour 100 du revenu total.

III. FINANCEMENT DU DEFICIT - COMPTES CAPITAL

21. Le tableau 5 montre de quelle manière on a financé les déficits du compte courant. Il fait ressortir que, dans bien des cas, les capitaux étrangers n'ont pas comblé l'écart qui existait entre les recettes et les paiements courants; les pays ont alors dû puiser dans leurs réserves de devises étrangères. Les apports de capitaux ont été insuffisants, mais en outre ils ont encore décliné en raison du courant inverse des charges du service de la dette et des transferts directs afférents aux investissements. Ainsi, alors que dans sept pays africains, le taux d'accroissement annuel moyen de la dette publique s'élevait à 10 pour 100, le taux de croissance correspondant du service de la dette dépassait 20 pour 100. Comme il ressort également du tableau 5, certains pays ont puisé si fortement dans leurs réserves de devises étrangères qu'elles ont diminué de plus de moitié. En fait, les réserves en devises étrangères de certains pays couvrent tout juste le montant minimum de sécurité qui correspond, par convention, aux importations de quatre mois (tableau 6). La gravité de la situation a favorisé l'adoption de certaines mesures, telles que le renforcement des restrictions frappant les importations, l'intensification du contrôle des changes et l'orientation bilatérale des échanges et des paiements. Ces mesures, en particulier les deux dernières, ont abouti à maintenir la non-convertibilité des diverses monnaies africaines en cause. Plusieurs pays ont dû demander à des institutions internationales, comme le Fonds monétaire international, de les aider à faire face à la situation. Des accords spéciaux, comme les arrangements de principe du FMI ont contraint les pays bénéficiaires à appliquer certaines mesures déflationnistes dans le domaine monétaire et fiscal. Certains arrangements de principe conclus par des pays africains avec le FMI ont également entraîné en outre une dévaluation de leur monnaie. Les problèmes de balance des paiements ont également contraint d'autres pays à dévaluer leur monnaie.

22. Il est à observer que les chiffres du tableau 5 - balance du compte courant - et ceux du tableau 6 - mouvements de capitaux et de réserves - ne s'équilibrent pas. Les écarts figurent au poste "erreurs et omissions";

on suppose normalement qu'ils s'inscrivent dans une fourchette étroite. Cependant, ces écarts ne peuvent plus être considérés comme des erreurs et omissions quand ils atteignent les niveaux élevés indiqués dans le tableau 7. La raison la plus plausible de ces écarts est probablement une fuite illicite de capitaux. Outre que ces pratiques sont un symptôme des problèmes relevant de la balance des paiements, elles peuvent certainement les aggraver et les compliquer.

IV. CONCLUSION

23. Cette esquisse révèle l'importance primordiale des capitaux étrangers pour le développement des pays africains. Elle fait ressortir qu'il faut trouver des moyens et des solutions a) pour accroître les apports de capitaux étrangers et b) pour réduire les frais qu'implique la rémunération de ces capitaux.

- - - - -

TABLEAU I

Balance des paiements des pays africains

millions de dollars EU et (entre parenthèses) pourcentage des exportations

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan	-26,1 (20,2)	+54,6 (27,9)	+6,0 (3,2)	-47,4 (26,9)	-20,1 (8,9)	-35,6 (14,5)
RAU	-151,2 (32,3)	-215,4	-187,4	-250,8	-427,6 (12,6)	-399,7 (76)
Libye	-84,4 (625,2)	-110,2	-166,5	-130,9 (1,681,8)	-65,5 (46,4)	+96,8 (28,7)
Tunisie	-1,2 (0,8)	-16,9 (11,8)	-68,6 (53,2)	-100,8 (88,0)	-85,3 (73,0)	-96,9 (79,4)
Algérie	-549,8	-740,5	-706,1	-310,7	+54,7	
Maroc	-11,5 (4,0)	+27,7 (9,6)	-6,3 (1,6)	-89,7 (24,7)	-50,6 (14,3)	-67,8 (17,7)
Pays de la BUEAO	-93,0	-103,8	-48,6	-83,1	-78,8	
Gambie	-	-0,5	-1,2	-3,4	-2,6	
Sierra Leone	-	-11,4	-0,8	-20,6	-38,6	-12,4
Libéria	-	+22,0	+10,3			
Ghana		+16,5 (5,2)	-19,6 (6,0)	+43,7 (13,1)	-9,5 (3,0)	-30,0 (9,8)
Nigeria	-94,9 (25,2)	-50,7 (11,2)	-141,4 (30,2)	-149,8 (31,3)	-94,1 (20,3)	-35,0 (6,7)
Congo (Leopoldville)	+171,5 (34,1)	+271,4 (47,7)	-	+110,3 (31,5)	+124,8 (38,7)	-
Pays de la BUEAO sauf	-32,1	-24,6	-49,5	-41,4	-30,6	
Cameroun	+12,4	+30,7	+15,5	+6,1	+7,5	
Zambie, Rhodésie, Malawi	-34,7 (8,4)	+128,3 (23,0)	+171,1 (27,7)	+175,8 (28,5)	+207,4 (33,8)	+267,9
Tanzanie	+1,5 (0,4)	+16,5 (4,6)	+5,9 (1,5)	+2,7 (0,7)	+13,2 (3,4)	+73,0 (15,3)
Kenya	-	-	-	-	-	-
Ouganda	-	-	-	-	-	-
Somalie	-	-	-	-9,1 (34,6)	-16,5 (65,5)	-15,5 (40,7)
Ethiopie	-	-5,1 (7,6)	+1,0 (1,3)	-3,7 (4,7)	-5,5 (6,7)	-7,4 (8,3)
Madagascar	-18,2	-43,0	-37,1	-23,4	-23,0	

Sources: Principalement FMI: Balance of Payments Yearbook, International Financial Statistics, complété par des publications nationales. Pour les pays de la zone franc, hormis le Maroc et la Tunisie, la source est le Comité Monétaire de la Zone franc, la Zone Franc.

TABLEAU 2

Indices des échanges de certains pays africains

		1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan	Volume des exportations	100		133	137	172	183
	Prix des exportations	100		110	105	105	99
	Volume des importations	100		102	144	156	161
	Prix des importations	100		104	96	97	104
RAU	Volume des exportations (coton)	100	131	162	128	114	158
	Prix des exportations (monafi)	100	89	92	92	85	97
	Volume des importations						
	Prix des importations						
Tunisie	Volume des exportations	100	108	94	85	87	
	Prix des exportations (Phosphates)	100	113	110	109	109	-
	Volume des importations	100	110	138	151	163	-
	Prix des importations	100	106	111	110	111	119
Maroc	Volume des exportations	100	106	112	103	106	-
	Prix des exportations	100	94	111	114	113	118
	Volume des importations	100	85	102	108	106	-
	Prix des importations	100	102	114	119	117	119
Ghana	Volume des exportations	100	120	141	176	185	175
	Prix des exportations	100	91	78	62	58	59
	Volume des importations	100	133	153	164	137	156
	Prix des importations	100	100	100	102	102	99
Nigeria	Volume des exportations	100	120	118	140	149	154
	Prix des exportations	100	105	106	99	94	96
	Volume des importations	100	109	123	129	121	121
	Prix des importations	100	98	103	103	105	109
Zambie	Volume des exportations		135,1	145,5	151,5	156,3	
Rhodesie	Prix des exportations		93,7	95,2	91,4	89,6	
Malawi	Volume des importations		113,3	115,8	110,5	102,1	
	Prix des importations (1954=100)		105,4	107,8	111,6	111,4	
Tanzanie	Volume des exportations	148	157	173	165	170	
Kenya	Prix des exportations	81	79	78	77	76	
Ouganda	Volume des importations	103	102	108	117	117	
	Prix des importations (1954=100)	101	101	105	99	97	
Ethiopie	Volume des exportations	96	98	122	123	118	-
	Prix des exportations	116	113	110,5	99,5	100	-
	Volume des importations	118	119,5	127	128,5	140	-
	Prix des importations (1952/53=100)	120	126	121	129	133	-

Sources: Principalement, F.I., International Financial Statistics, complété par des publications nationales.

TABLEAU 3

Balance des opérations invisibles (services) de divers pays africains
(millions de dollars EU)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan	-10,6	-14,4	-13,2	-17,5	-40,2	-39,9
RAU	+90,7	+75,2	+88,1	+63,1	+90,1	+119,4
Libye	+75,0	+87,5	+139,0	+112,3	+58,3	+103,8
Tunisie	+69,5	+33,4	+7,2	+21,6	+14,7	-9,9
Algérie	-129,9	-145,8	-381,6	-953,3	-1,557,5	
Maroc	+89,4	+79,2	+41,2	-1,8	-11,1	-16,2
BOUALO	-118,8	-153,0	-186,8	-149,9	-127,0	
Ghana		-45,1	-51,2	-88,5	-72,5	-78,6
Nigeria	-21,8	-42,6	-50,7	-40,9	-42,0	-57,4
Congo (Léopoldville)	-254,8	-277,2		-181,8	-163,2	
BOUALO	-30,1	-48,7	-36,9	-74,4	-63,4	
Cameroun	-30,8	+22,9	-48,7	-36,0	-38,4	
Zambie)						
Rhodésie)	-139,4	-170,5	-188,5	-206,9	-220,9	
Malawi)						
Tanzanie)						
Kénya)	-47,5	-38,0	-33,5	-28,0	-35,1	-38,0
Ouganda)						
Somalie				-4,6	-12,3	-7,3
Ethiopie		-18,6	-11,8	-16,2	-21,1	-20,5
Madagascar	-34,5	-15,9	-22,5	-22,1	-21,1	

Source : Voir tableau 1

TAB. U 4

Balances des biens et services et (entre parenthèses) balance des paiements courants
de divers pays africains
(Millions de dollars EU)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan (paiements courants)	-36,8	+40,2	-7,2	-64,9	-60,3	-75,5
RAU	-60,6 (60,3)	-135,2 (-121,4)	-99,3 (-86,7)	-187,7 (-164,4)	-337,5 (-346,7)	-282,7 (-282,7)
Libye	-9,4 (+15,3)	-22,7 (+14,9)	-27,5 (+ 8,1)	-18,5 (+ 5,8)	-7,2 (+13,2)	-7,0 (+8,3)
Tunisie	+68,3 (+88,5)	+16,5 (+48,9)	-61,4 (-16,3)	-79,1 (-81,8)	-99,9 (-67,3)	-106,7 (-76,8)
Algérie	-679,7 (-713,6)	-886,3 (-932,2)	-1.087,8 (-1.144,0)	-2.407,1 (-2.436,0)	-1.399,2 (-1.446,9)	--
Maroc	+77,9 (+90,7)	+106,9 (+113,6)	+34,9 (+42,9)	-91,5 (-73,7)	-61,7 (-78,7)	-84,0 (-72,1)
BCEAO	-211,9 (-224,7)	-256,5 (-209,8)	-235,4 (-229,7)	-233,1 (-179,9)	-205,8 (-130,4)	--
Ghana	--	-28,6 (-31,6)	-70,8 (74,5)	-132,2 (-147,6)	-63,0 (-79,2)	-168,6 (-128,2)
Nigeria	-116,8 (-114,3)	-93,2 (-98,0)	-192,1 (-194,3)	-190,7 (-203,0)	-136,1 (-117,6)	-92,4 (-84,6)
Congo (Leopoldville)	-83,3 (-111,5)	-5,8 (-66,1)	--	-71,5 (-54,0)	-38,4 (+33,1)	--
BOAEC	-62,0 (-75,5)	-73,4 (-69,5)	-86,2 (-79,0)	-115,7 (-93,4)	-94,0 (-64,6)	--
Cameroun	-18,4 (-12,5)	-7,8 (+15,4)	-33,2 (-15,7)	-29,9 (-19,7)	-20,0 (-18,4)	--
Zambie) (paiements Rhodesie) courants)	-174,1	-42,0	-17,1	-30,8	-13,4	+40,3
Malawi)						
Tanzanie)						
Kénya)	-47,5 (-47,5)	-38,0 (-37,9)	-33,5 (-32,8)	-28,0 (+24,6)	-35,1 (+21,0)	+38,0 (+76,8)
Ouganda)						
Somalie	--	--	--	-13,7 (+1,5)	-28,8 (-3,4)	-22,8 (-5,6)
Ethiopie	--	-23,7 (-12,1)	-10,8 (-5,0)	-19,9 (-12,6)	-26,6 (-16,2)	-27,9 (-23,0)
Madagascar	-52,7 (-52,5)	-58,9 (-63,4)	-59,6 (-59,9)	-45,5 (-39,3)	-44,1 (-35,8)	--

Source: Voir tableau 1

TABLÉAU 5

Variations nettes de capital et (entre parenthèses) variations nettes
des réserves de devises étrangères de divers pays africains
(Millions de dollars U.S.)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan	+23,0 (-12,6)	+33,9 (+73,8)	+41,9 (+33,0)	+50,3 (-14,1)	+50,3 (-8,3)	+32,4 (-44,5)
RAU	-1,1 (-79,2)	+40,2 (-65,1)	+48,2 (-55,7)	+122,8 (-62,0)	+240,8 (-117,4)	+215,5 (-67,2)
Libye	-0,6 (+10,5)	+1,2 (+18,2)	+1,3 (+12,1)	-0,1 (+7,5)	-6,2 (+2,8)	+3,8 (+27,2)
Tunisie	-0,9 (+20,4)	- ,7 (+49,5)	+18,3 (+1,9)	+21,7 (-15,8)	+46,8 (-25,7)	+53,3 (-23,0)
Algérie Fonds publics	+730,6 (+17,0)	+836,1 (-96,8)	+987,1 (-156,8)	+1.309,4 (+16,5)	+1.348,4 (-107,5)	-- --
Maroc	+18,8 (+23,3)	+30,2 (+53,9)	-40,7 (+81,8)	+46,2 (-44,1)	+41,5 (-32,8)	+47,0 (-42,5)
BOMAO Fonds publics	+160,4 (-64,3)	+194,6 (-15,0)	+237,8 (+8,1)	+231,9 (+52,0)	+211,2 (+80,8)	-- --
Ghana	-- --	+9,5 (-17,9)	+20,2 (-45,9)	-50,7 (-209,7)	+78,1 (-4,5)	+68,2 (-68,6)
Nigeria	+114,2 (+5,0)	+118,4 (+29,4)	+164,1 (-33,6)	+177,8 (+14,8)	+85,1 (-37,0)	+81,5 (-30,5)
Congo (Leopoldville)	+94,7 (-16,8)	+25,9 (-40,6)	-- --	-3,9 (-54,6)	-6,0 (+27,0)	-- --
BOMEC Fonds publics	+65,3 (-10,3)	+17,9 (+2,5)	+90,9 (+11,9)	+103,7 (+10,3)	+104,9 (+40,4)	-- --
Cameroun Fonds publics	+16,1 (+3,6)	+21,0 (+36,4)	+36,8 (+21,1)	+29,4 (+9,7)	+23,8 (+15,4)	--
Zambie)) Rhodesie) Malawi)	+161,6 (+5,9)	+36,4 (-6,4)	+5,3 (-45,4)	+93,2 (+45,6)	+13,4 (+8,7)	-13,7 (-16,3)
Tanzanie) Kenya) Ouganda)	+70,1 (-2,2)	+59,4 (+11,8)	+195,3 (+44,5)	+52,7 (-17,8)	+65,7 (-16,2)	+44,2 (+5,2)
Somalie	+ -	--	--	+7,6 (-7,4)	-1,2 (-4,8)	+11,6 (+2,7)
Ethiopia	-- --	+1,0 (-9,8)	+9,2 (+3,8)	+14,2 (+1,6)	+29,9 (+9,2)	+26,2 (+1,0)
Madagascar	+52,3 (-0,5)	+61,4 (-2,0)	+53,5 (-6,4)	+48,9 (+9,5)	+96,8 (+61,1)	-- --

Source: Voir Tableau 1

Réserve de devises étrangères de divers pays africains

(Millions de dollars U.)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Soudan	132,1	166,7	152,7	144,3	110,4	
Tunisie	33,9	33,2	202,9	91,3		
Libye	52,7	69,8	82,4	87,4	96,4	121,9
Tunisie	47,7	85,2	186,3	75,7	63,9	65,7
Maroc	169,2	251,0	199,2	180,0		
Ghana	466,8	416,1	244,7	244,2	130,8	
Nigeria	591,8	479,8	426,0	347,5	263,1	

1. What is the purpose of the study?

TABL. AU 7
Balance des paiements - poste erreurs et omissions
(Millions de dollars L.U.)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
RAU	-17,8	+16,1	-17,2	-20,4	-11,5	-2,1
Tunisie	-67,0	+1,2	-0,02	-5,8	-5,3	+0,4
Maroc	-86,2	-89,9	-1,8	-16,6	+4,2	-17,4
Ghana	--	3,9	-10,9	-11,5	-3,4	-8,7
Nigeria	+5,6	+9,0	-3,4	+40,0	-4,5	-27,4
Zambie)						
Rhodesie)	+18,5	-1,8	-33,3	-16,5	+35,6	+42,8
Malawi)						
Tanzanie)						
Kenya)	-24,8	-9,7	-117,9	-59,6	-70,5	-126,2
Ouganda)						

Source : Voir tableau 1